ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation internationale

Question au Gouvernement n° 817

Texte de la question

SITUATION INTERNATIONALE

Mme la présidente . La parole est à M. Gabriel Attal.

M. Gabriel Attal . La France a toujours porté une voix singulière dans le monde : un soutien au droit international – sans naïveté ; un soutien à la sécurité internationale et aux initiatives de paix. Ce rôle, nous devons plus que jamais le tenir, en rappelant une chose claire : l'Iran, depuis des années, viole, matin, midi et soir, toutes les normes du droit international. *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR. – Mme Marina Ferrari applaudit également.)*

M. Jean-Paul Lecoq . Et Israël ?

M. Gabriel Attal . Le respect de la souveraineté des États, principe cardinal du droit international, est violé par l'Iran, qui finance des milices au Liban, au Yémen, en Irak et en Syrie. La convention de Vienne sur les relations consulaires est violée par l'Iran, qui retient en otages, dans des conditions inhumaines, nos compatriotes Cécile Kohler et Jacques Paris. *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe Dem. – MM. Jérôme Guedj et David Habib applaudissent également.)* Les accords sur le nucléaire sont violés par l'Iran, qui continue l'enrichissement d'uranium, bien au-delà des seuils autorisés.

L'Iran est multirécidiviste en matière de violations du droit international. Notre devoir est de le rappeler fermement et de rappeler qu'un pays qui piétine toutes les règles du droit international ne peut pas, dans le même temps, s'en prévaloir pour s'abriter derrière elles. *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.)*

La voix singulière de la France, c'est aussi celle de la sécurité internationale. Le régime des mollahs est un régime sanguinaire, qui brise son peuple, asservit les femmes et revendique de vouloir détruire l'Occident.

M. Jean-Paul Lecoq . Et Poutine ?

M. Gabriel Attal . Dans ces conditions, peut-on déplorer que les capacités nucléaires iraniennes soient détruites ? Non ! L'Iran doit-elle disposer de l'arme nucléaire ? Jamais ! C'est une condition de notre sécurité collective. *(Mêmes mouvements.)*

La situation évolue d'heure en heure et de minute en minute, et nous devons éviter l'embrasement. Le cessez-le-feu annoncé cette nuit doit être l'amorce d'un chemin qui mènera l'Iran à enfin comprendre que la politique régionale d'agressions qu'elle mène depuis vingt ans est une impasse. Nous devons, nous Français, peser de tout notre poids pour soutenir toutes les initiatives de paix.

Monsieur le premier ministre, pouvez-vous nous indiquer comment notre pays compte agir pour la sécurité et la paix dans la région ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et plusieurs bancs du groupe DR.)*

M. Jean-Paul Lecoq . Avec vous, le droit international est à géométrie variable !

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique.

M. François Bayrou, *premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique .* Tous, sur ces bancs, nous connaissons la situation. Vous avez eu raison de dire que, dans de telles circonstances, le message de la France a toujours été qu'il fallait défendre la paix et le droit à l'intégrité des États, des nations et des communautés.

Ce droit-là a en effet été durement bousculé, menacé et mis en cause lorsque la Russie de Poutine a attaqué l'Ukraine *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR – Mme Michèle Tabarot applaudit également)*, ce qui a évidemment bouleversé notre vision de l'avenir ; ce jour-là, les principes que nous défendions ont été balayés. Il y a eu ensuite l'attaque, le pogrom, du 7 octobre, destinée, je le crois, à rendre irréversible l'état de guerre et d'affrontements entre Israël et ses voisins palestiniens…

M. Louis Boyard . Ce n'est pas une guerre, c'est un génocide !

M. François Bayrou, *premier ministre .* …alors que tous les efforts étaient faits, notamment avec les accords d'Abraham, pour installer la paix entre des voisins qui vivent perpétuellement dans la violence des affrontements.

M. Jean-Paul Lecoq . C'est Israël qui a commencé !

M. François Bayrou, *premier ministre .* Nous avons vu ce qui se passait à Gaza, dont aucun d'entre nous ne peut dire que c'est sans conséquence ni sans importance. Tout le monde est choqué par la situation faite aux Gazaouis.

Ces derniers jours enfin, ce sont les récents événements entre Israël et l'Iran.

Vous avez raison de dire que l'Iran a violé des accords internationaux,…

Mme Sabrina Sebaihi . Israël aussi ! Ce qu'on entend est invraisemblable !

Mme Dieynaba Diop . C'est dingue ! C'est du droit à géométrie variable !

M. François Bayrou, *premier ministre .* …notamment l'accord sur la prolifération nucléaire, ainsi qu'en a attesté l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Reste une position de principe que je tiens à défendre devant vous. La France a conscience de ces manquements. Elle sait que le pouvoir iranien a exécuté par pendaison des centaines de femmes qui ne respectaient pas les codes vestimentaires en vigueur ; elle sait aussi que les femmes n'ont pas le droit d'étudier. Tout le monde le sait, la France le sait. Mais la France ne peut pas être durablement du côté des infractions au droit international. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LFI-NFP. – M. Stéphane Peu applaudit également.)*

Tout en prenant la pleine mesure des manquements que vous indiquez, la France doit réaffirmer que, dans l'avenir, le droit international doit s'imposer.

Mme Sabrina Sebaihi . Et à Gaza ?

M. François Bayrou, *premier ministre .* J'espère, comme vous, que le cessez-le-feu qui a été annoncé, sans qu'on sache s'il est respecté, sera le commencement d'un nouvel état de paix pour les belligérants et pour la planète, même si nous en sommes, hélas, encore très loin. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem.)*

Données clés

Auteur : M. Gabriel Attal
Circonscription : Hauts-de-Seine (10e circonscription) - Ensemble pour la République
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 817
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Premier ministre
Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 25 juin 2025
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 juin 2025